



Independent observer
of the Global Fund

LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LE VIH SIDA COMPREND DES OBJECTIFS AMBITIEUX MAIS EXCLUT DES POPULATIONS CLÉS

Si la [Déclaration politique](#) adoptée lors de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la fin du sida (ci-après Réunion) qui a eu lieu du 8 au 10 juin, a été applaudie pour ses objectifs ambitieux, la décision d'y faire peu mention des personnes les plus à risque de contracter le VIH – les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les travailleurs du sexe, les personnes transgenres, et les personnes qui utilisent des drogues injectables – et des services pour ces populations, a aussi soulevé une large condamnation.

Les problèmes ont commencé avant même que la conférence débute lorsque, selon l'[Associated Press](#) (AP, article en anglais), la Russie, le Cameroun, la Tanzanie et 51 pays musulmans ont empêché 22 ONGs représentant les populations clés et vulnérables, principalement de groupes des transsexuels et gays, de participer à la Réunion.

Dans la Déclaration politique, les pays se sont engagés à mettre fin au sida d'ici à 2030. Ils se sont engagés à faire en sorte que 30 millions de personnes vivant avec le VIH aient accès au traitement d'ici à 2020. Ils se sont également engagés à réduire le nombre de nouvelles contaminations au VIH en-dessous de 500 000 par an d'ici 2020, en baisse de 2,1 millions en 2015, et à porter le nombre de décès annuels liés au sida de 1,1 million l'an dernier à moins d'un demi million en 2020.

Matthew Kavanagh, analyste principal des politiques pour Global Access Project (HealthGAP), un groupe de militants luttant contre le SIDA et en faveur des droits humains, a déclaré à l' AP que s'il se félicitait des objectifs audacieux, il était découragé par les efforts des pays comme la Russie, l'Iran, la Pologne, et

plusieurs Etats du Golfe qui ont réussi à dépouiller la Déclaration politique de la terminologie contenue dans une version antérieure du texte, appelant à la dépénalisation de l'homosexualité et de l'usage de drogues et visant, à la place, à traiter ces problèmes comme des questions de droits humains.

« Il y a donc une réalité, celle que des objectifs ambitieux ont été fixés », a déclaré Kavanagh. « Et puis, il y a cette autre réalité: que nous ne pourrions jamais atteindre ces objectifs tant que les populations clés comme les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, seront criminalisées et stigmatisées, parce que quand elles le sont, elles ne peuvent pas avoir et n'ont pas accès au traitement. »

« Personne à la Réunion de haut niveau des Nations unies, visant à mettre fin à l'épidémie de VIH/sida d'ici 2030, ne nie les importants défis scientifiques et financiers », a déclaré l'AP, « mais les sensibilités culturelles peuvent se révéler la pierre d'achoppement la plus importante vers la réalisation de cet objectif. »

La Déclaration politique n'est pas un instrument juridiquement contraignant mais constitue un outil, en particulier dans les pays en développement, pour les militants qui peuvent y faire référence en vue de soutenir les appels à la mise à disposition de certains services.

Une [déclaration des OSC](#) publiée lors de la Réunion de haut niveau, et signée par 163 organisations de la société civile et communautés, a déclaré que « le projet de Déclaration politique rate son objectif ... Nous déclarons notre profonde insatisfaction ... La diversité des épidémies de VIH/sida d'aujourd'hui exige des réponses variées, basées sur des données probantes, fondées sur le droit et transformant la question genre.... Nous sommes particulièrement indignés de la terminologie qui met en évidence la victimisation, blâme les populations clés et alimente la discrimination les gens dans des contextes vulnérables sont les personnes menant la lutte contre l'épidémie et devraient être reconnus pour leur rôle de chef de file et en tant que sujets de droits » .

Dans un [communiqué](#) (en anglais) publié le 8 Juin, le Global Network of Sex Work Projects, le Global Network of Trans Women and HIV, le Global Action for Trans Equality, et le Global Forum on MSM and HIV, ont qualifié la Déclaration politique de « net recul dans notre travail visant à mettre fin au sida, en particulier parmi les populations clés. »

Ils ont dit que la Déclaration « dommageable exclut et ne représente pas les populations clés. Il y manque également un engagement explicite pour soutenir et financer les services menés par les populations clés et adaptés à la prévention, aux soins et aux traitements. De même, elle rate cruellement son but en mettant en évidence les cadres juridiques et politiques qui stigmatisent et criminalisent nos communautés à travers le monde ».

Ce qui est arrivé aux Nations unies est en contraste frappant avec les développements récents à la fois au niveau du Fonds mondial et du Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR). En novembre en effet, le Fonds mondial a adopté une nouvelle stratégie pour 2017-2022, qui met l'accent sur l'importance de promouvoir et de protéger les droits humains et l'égalité des sexes, ainsi que l'extension de la couverture des populations clés (voir les articles dans l'OFM [ici](#) et [là](#)).

Et lors même de la conférence des Nations unies, le PEPFAR a annoncé un fonds d'investissement de 100 millions de dollars afin d'élargir l'accès aux services de prévention et de traitement du VIH/sida pour les populations clés. Dans une [déclaration](#) (en anglais), le Fonds mondial a indiqué que « le Fonds d'investissement des populations clés aura pour but de combler l'écart qui existe pour les populations clés dans la riposte au VIH en soutenant les investissements qui réduisent la stigmatisation et la discrimination, favorisent l'autonomisation des communautés dans la conception et la prestation des services et améliorent la qualité des données sur les populations clés. »

L'Organisation des Nations unies est un forum très politique. Ce n'est pas la première fois qu'un bloc de pays est opposé à la participation de certaines organisations représentant les populations clés dans les discussions sur le VIH/sida, et à l'inclusion de la terminologie liée à ces populations et aux droits humains dans les déclarations des Nations unies sur le VIH/sida. En outre, en février 2016, les plus de 50 membres de l'Organisation de la coopération islamique et les 25 membres du Groupe des Amis de la Famille conduite par le Bélarus, l'Égypte et le Qatar, ont protesté contre six nouveaux timbres des Nations unies faisant la promotion de l'égalité pour les LGBT.

Les tentatives de se débarrasser des organisations clés de la population aux tables des négociations des Nations unies constituent un obstacle important aux efforts mondiaux pour mettre fin au sida. Comme l'ONUSIDA le souligne dans un [document](#) (en anglais), « la voix et le leadership des personnes vivant avec le VIH et d'autres populations clés restent essentiel à ces efforts. »

[Read More](#)
